

LA NOTION DE PUISSANCE INTERNATIONALEMENT DOMINANTE

BERNARD GERBIER *

Repasant de la notion d'Économie Internationalement Dominante de F. Perroux, l'article l'élargit à celle de Puissance Internationalement Dominante (PID) en intégrant la dimension militaire à la dimension civile. La PID, ayant en charge la gestion du monde, est l'économie-monde qui intrique le mieux l'économie civile et l'économie militaire. Ceci lui permet d'avoir la meilleure capacité de transfert de ses facteurs de puissance sur l'échiquier stratégique. Mais la PID ne peut être durable car elle suscite ses propres challengers tout en subissant les coûts de la puissance. Pour échapper à leur concurrence, elle se spécialise alors sur les secteurs, se sclérose et décline. Toutefois, la perte de son statut suppose l'émergence d'une puissance potentiellement plus grande capable de réorienter les réseaux de l'économie internationale. Cette perte se fait au cours d'une crise hégémonique, véritable crise organique mère de toutes les barbaries.

« L'histoire d'Occident est une succession de puissances dominantes : l'économiste a mis un long temps à accueillir l'idée d'économie dominante ; il y répugne encore parce que cette réalité dérange les présentations hypocrites qu'il fait à l'usage des marchands, en reconstruisant toute l'économie internationale en termes d'échanges commerciaux. »

F. Perroux [1970], *Industrie et Création Collective*, Tome II, Images de l'homme nouveau et techniques collectives, Paris, PUF, p. 256.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un pénétrant article sur le rôle des États-Unis dans l'économie mondiale qui se met alors en place, F. Perroux propose, avec quelque hésitation, la notion d'Économie internationalement dominante (ÉID

* PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PIERRE MENDES FRANCE DE GRENOBLE, MEMBRE DU LEPII/CNRS (Laboratoire d'Économie de la Production et de l'Intégration Internationale)

désormais)¹. Cette notion ne connaîtra pas un grand succès. Elle se trouvera en effet confrontée soit à la théorie standard refusant la prise en compte des inégalités de toute nature qui caractérisent les économies/nations, soit à la théorie de l'impérialisme ou aux théories de l'hégémonie. Bien que mésestimée, la notion d'ÉID peut être vue comme pionnière dans la démarche d'Économie politique internationale parce que combinant de manière concrète et féconde des dimensions économiques et politiques. Que nous dit en effet F. Perroux dans cet article ?

Pour F. Perroux, une ÉID est une économie dont la structure nationale s'impose au monde de manière asymétrique : « l'économie dominante est un centre de conjoncture autonome ; il exerce sur l'environnement des effets d'entraînement et des effets de stoppage, au cours d'une durée cyclique, sans parler des transformations de structure dans la longue période qu'il induit sur son environnement » (*idem*, p. 128). Il lui voit trois constituants principaux :

- la dimension, géographique, humaine, mais surtout économique et civilisationnelle par sa place dans la production, le commerce et la finance internationaux. Elle le doit à son poids dans les marchés, à son pouvoir – marchand et non-marchand – de négociation qui lui permet de fixer les règles du jeu entre partenaires et l'autorise à tirer tout le parti possible de ses supériorités relatives, à son contrôle des activités-clefs, étant donné le développement de la technique (*idem*, p. 98). De la sorte, elle dirige les marchés (de matières premières, de produits, de titres, de devises, etc.) et les réseaux de transports, d'assurance, d'information et d'élaboration des valeurs politiques ; elle est la fabrique mondiale des liquidités et la centrale de l'investissement international ; elle fixe les prix directeurs grâce à sa devise, dominante ; enfin et peut-être au dessus de tout, elle est un centre de civilisation dont le Projet mondial, le Grand Dessein, parle au monde (*idem*, p. 51) ;

¹ Perroux F. [1949], « L'effet de domination dans les relations internationales », *Hommes et Techniques*, Janvier. Dans une version antérieure, l'article parle d'« économie nationale dominante ». Cet article adopte la dénomination « économie internationalement dominante » apparue sans doute dans son ouvrage un peu antérieur sur le Plan Marshall, dont le point 2 est intitulé « L'Amérique et les responsabilités d'une économie internationalement dominante ». Perroux F. [1948], *Le Plan Marshall ou l'Europe nécessaire au monde*, Paris, Librairie de Médecis, reproduit dans Perroux F. [1992], *Textes complémentaires sur La coexistence pacifique*, Grenoble, PUG, p. 125-221.

– la force contractuelle qui ne s’arrête pas à la puissance économique mais, au contraire, découle de sa puissance militaire, maritime et diplomatique et lui donne une puissance stratégique, c’est-à-dire la capacité, pour choisir sa politique économique, de jouer un atout maître : la disponibilité d’attitudes de rechange ;
– la nature des activités qu’elle exerce, par exemple dans le domaine de la finance internationale qui en fait un centre de conjoncture relativement autonome, car elle exerce plus d’influence sur l’extérieur qu’elle n’en reçoit. Mais en retour, nous dit F. Perroux, sa position internationalement dominante lui donne la responsabilité et la charge (financière et militaire) d’organiser le monde selon une règle du jeu qui, tout en lui étant bien évidemment favorable, sera capable de diffuser le dynamisme et le progrès à l’ensemble de la zone contrôlée et dominée.

De ce fait, l’ÉID ne s’impose pas seulement au monde ; elle a des responsabilités mondiales (*idem*, p. 128-131) :

– « elle doit participer activement [...] au rééquilibrage des relations internationales et mondiales que sa croissance et sa structure ont profondément modifiées » (*idem*, p. 128). Ceci ne saurait se faire par « l’application pure et simple du libéralisme de coupe XIX^e siècle » mais plutôt par « l’octroi gratuit ou à conditions préférentielles d’investissements longs » (*idem*, p. 129),

– elle doit prendre conscience de sa singularité « pour adopter les réformes de politique économique et même de structures » qui rendent la vie possible aux autres nations (*idem*, p. 129).

Avec cette caractérisation de la nature et du rôle de l’ÉID, l’essentiel du contenu des facteurs de la domination internationale nous est donné ². F. Perroux ne développera pas par la suite cette notion mais maintiendra cette vision dans la plupart de ses travaux en insistant sur la double interpénétration de la sphère privée et de la sphère publique et du national et de l’international. Par exemple, il écrit dans son *propos de départ* de *La coexistence pacifique* : « Comme les industries modernes ne sont pas purement et simplement privées, affaires d’industriels et de marchands, les États sont, sous quelque forme, hors de leurs frontières : ils s’agitent ou travaillent à bas bruits sur les territoires d’autrui et parmi les populations étrangères ; ils ne deviennent pas de purs producteurs et des commerçants purs, ils offrent le plus souvent

² On remarquera la parenté de la notion d’hégémonie de Kindleberger avec celle de domination de F. Perroux. Il n’est peut être pas inutile de rappeler que Kindleberger était un familier de l’ISEA que dirigeait F. Perroux.

leur marchandise en même temps que leur puissance [...]. Chaque État national ne met pas au service d'une clientèle anonyme les produits neutres de ses industries: toutes les marchandises battent pavillon; il n'est point de marchandise neutre; il n'est pas d'industrie ni de commerce politiquement neutre.»³

On peut d'ailleurs se demander si F. Perroux, en économiste soucieux des dimensions politiques de l'économie, ne raisonnait pas en fait plus sur la puissance que sur l'économie ainsi que le portent à penser ses nombreux textes consacrés à la paix et à la coexistence pacifique, aux rapports entre les technologies militaire et civile, à l'Ordre International nécessaire au monde⁴. Ce sont bien là en effet des thèmes qui vont surgir dans les années 1980 dans les travaux sur la montée et le déclin des grandes puissances et l'existence ou non de cycles hégémoniques⁵. Ces travaux sont d'une grande utilité pour une meilleure compréhension de la nature de l'économie internationale et du développement. En effet, ils ne conçoivent pas ce dernier comme un phénomène purement économique ou, pire, purement technique de «bonne gouvernance», mais comme un phénomène stratégique au sein de relations internationales conflictuelles: en tant qu'il est remise en cause de la structure internationale, le développement est facteur de crise et, en tant qu'il est remise en cause de la hiérarchie internationale, il est fauteur de conflits.

De fait, se développer, c'est changer l'état des rapports internationaux et c'est revendiquer un statut de «puissance» contre les puissances en place. Cette réalité essentielle est au cœur de nombreux travaux, particulièrement de ceux sur l'industrialisation tardive dans la lignée ouverte par A. Gerschenkron. On en a une confirmation, par exemple, par les travaux de G. Sen ou de L. Weiss et J. M. Hobson⁶. Ces auteurs

³ Perroux F. [1992], *La coexistence pacifique*, Grenoble, PUG, 2^e édition, p. 34 (1^{re} édition 1958, Paris, PUF).

⁴ Voir pour l'essentiel *La coexistence pacifique (op. cit.)* et *Textes complémentaires sur La coexistence pacifique (op. cit.)*.

⁵ La littérature sur cette question est énorme. L'ouvrage le plus connu en la matière est celui de Kennedy P. [1989], *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, traduction de Marie-Aude Cochez et Jean-Louis Lebrave, présentation de Pierre Lellouche, Paris, Éditions Payot (1988 pour l'édition originale en anglais).

⁶ Sen G., [1984], *The Military Origins of Industrialisation and International Trade, Rivalry*, London and New York, Pinter; Weiss L. and Hobson

montrent en effet que le développement de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou du Japon (ou l'industrialisation tronquée de la Russie tsariste) est le produit d'une réponse d'économie politique à une question stratégique. C'est en effet pour répondre aux besoins de leur sécurité géostratégique et de leurs armées que les États du Royaume-Uni, de l'Allemagne ou du Japon et d'autres engagèrent des programmes d'industrialisation en vue de leur donner les armes de la puissance de leur époque ⁷. Le développement peut donc être conceptualisé comme le produit d'un projet national stratégique visant à améliorer la position de la nation dans la hiérarchie internationale. Ce faisant, il est un problème d'économie politique internationale et ne peut être réellement analysé que dans ce cadre.

En tant qu'il est modification de la géographie économique du monde (production, échange, consommation, en particulier, d'énergie), le développement est nécessairement confrontation économique et politique. D'une part, pour les pays défiants, il est confrontation à l'avance prise par les pays dominants comme le dit M. Lewin : « En fait, la difficulté même que rencontre l'industrialisation en tout pays est en réalité le résultat des fortes pressions que des prédécesseurs plus développés exercent sur les nouveaux venus. Ce sont ces prédécesseurs qui, objectivement, définissent la tâche, l'intensité de l'effort et la longueur du bond que doit accomplir le prétendant au développement, obligé d'acquérir et de développer les techniques aussi compliquées que coûteuses que ceux-là ont créées et maîtrisées. » ⁸ Cette difficulté est d'autant plus grande que se développer passe par la confrontation, sur le marché intérieur comme sur les marchés étrangers, aux producteurs et aux États de ces pays, à leurs marchés et à l'ensemble de leurs intérêts installés. D'autre part, en raison même de ce fait, il contraint les pays défiés par la

J. M., [1995], *States and Economic Development. A Comparative Historical Analysis*, Cambridge, U. K. / Malder M. A., U. S. A., Polity Press / Blackwell Publishers Ltd, (second edition 1997).

⁷ L. Weiss et J. M. Hobson montrent également que le régime tsariste, de crainte de l'ampleur des changements de la structure sociale, préféra limiter son industrialisation aux seules industries spécifiquement militaires (d'où un réseau de chemins de fer d'intérêt purement militaire), faisant de l'immensité de son territoire le facteur essentiel de sa sécurité.

⁸ Lewin M. [1987], *La formation du système soviétique*, Paris, Éditions Gallimard, NRF (traduction française)

montée de nouveaux producteurs à des ajustements structurels qui sont socialement douloureux. Le développement sera donc l'effet et la cause de tensions et conflits internationaux. Toute amélioration du solde de la balance commerciale ou de la structure de la balance des paiements d'un pays est altération du solde de la balance commerciale et de la structure de la balance des paiements d'un autre, en tout cas du reste du monde ⁹.

L'Économie politique internationale est donc une structure de balance de paiements nationales. Cette structure nécessite une compatibilité des préférences nationales de structure de chacun des pays ¹⁰. Cette compatibilité n'est ni un résultat spontané, ni un résultat obligé parce qu'elle demande la soumission d'intérêts internationaux et nationaux et leur hiérarchisation. La littérature sur les Ordres Internationaux en termes d'Économie politique internationale le traite en termes d'anarchie versus hégémonie, rattachant l'existence de régimes internationaux à cette configuration. En fait, ces situations correspondent à l'existence ou non d'une nation capable d'exercer la Puissance Internationalement Dominante. Cet exercice réside d'abord dans la capacité à gérer le monde à partir de sa propre balance des paiements ¹¹ et donc de rendre compatibles les diverses

⁹ C'est d'ailleurs au cours de la crise de l'entre-deux-guerres qu'un groupe d'économistes (G. Haberler, J. Tinbergen, J. Meade, T. Koopmans, J.J. Polak, J.M. Fleming, R. Nurkse, J.A. Condliffe et F. Hilgerdt) réuni à la Société des Nations à l'instigation de la Fondation Rockefeller prit conscience du fait que l'économie internationale n'est pas un monde de blocs de facteurs ajustés par un étalon-or mais une structure internationale de balances de paiements. Voir De Marchi N. [1991] (avec la collaboration de Peter Dohlman), «League of Nations Economists and the Ideal of Peaceful Change in the Decade of the 'Thirties», dans Goodwin C. D. (ed.) [1991], *Economics and National Security. A History of Their Interaction*, Annual Supplement to Volume 23, History of Political Economy, Durham and London, Duke University Press, p. 143-178.

¹⁰ Pour un développement de cette problématique, voir ma préface à Garanina O. [2009], *La Russie dans l'économie mondiale*, Paris, L'Harmattan, Collection L'esprit économique. Le Monde en Questions.

¹¹ En 1919 (première publication), J. M. Keynes se livre à une étude détaillée des flux internationaux de biens et de capitaux de l'Ancienne Europe et de la Nouvelle pour montrer que le traité de Versailles, loin de résoudre les problèmes économiques de l'après-guerre, les aggrave en interdisant le retour à un commerce international harmonieux

préférences nationales de structure par ses propres transferts de biens-capitaux, de services scientifiques et technologiques et de capitaux. Cette théorisation permet de comprendre pourquoi la monnaie de la PID est la devise-clé¹² du système monétaire et financier international, lequel synthétise la structure de l'économie internationale et pourquoi son système financier est le cœur de l'Architecture Financière Internationale et l'organisateur du financement international. En même temps, elle permet aussi de comprendre pourquoi cet Ordre International n'est pas durable : les conditions de la domination de la PID produisent aussi celles du développement de pays défiants, donc de son déclin.

Les éléments constitutifs de la Puissance Internationalement Dominante

Le monde est fait de puissances. La théorie économique ne devrait pas faire l'impasse sur cette dimension des rapports entre nations. L'un des facteurs de cette dimension est le facteur militaire. Ce point interpelle l'économiste à deux niveaux : d'une part, la force militaire a un fondement économique (elle est partiellement un effet de la capacité productive d'un pays), d'autre part, la force militaire est un élément de la négociation, y compris économique, internationale¹³. L'étude de ces relations

et à la croissance. Il va développer cet argument en 1925 sur la Grande-Bretagne en montrant l'incapacité de la Grande-Bretagne, du fait de sa situation interne/internationale, à supporter la parité-or d'avant-guerre de la livre sterling en raison de son incapacité à retrouver la structure de sa balance des paiements nécessaire au rôle passé de la livre. Son accusation de W. Churchill de « *vouloir passer la camisole de force à la Grande-Bretagne* » est devenue un classique. Keynes J. M. [1920], *The Economic Consequences of the Peace*, New York, Harcourt Brace Jovanovitch ; [1925], *The Economic Consequences of Mr Churchill*, London, L. and V. Woolf. À noter que l'ouvrage a été publié la même année aux États-Unis sous le titre on ne peut plus explicite *The Economic Consequences of Sterling Parity*, New York, Harcourt, Brace and Company.

¹² Dans un système à n monnaies, il ne peut y avoir que n-1 parités, ce qui impose qu'une monnaie doit être érigée en étalon. Il est évident que, dans le monde réel, la résolution de ce problème est le produit pragmatique du jeu des rapports de force.

¹³ Par exemple, à l'automne 1997, la compagnie israélienne d'aviation El Al après avoir annoncé son intention d'acheter des Airbus y a renoncé au profit de Boeing après que le gouvernement israélien eut publié

est devenue, avec le temps, une branche de l'économie sous le terme d'économie de la défense. Certains de ses travaux abordent l'analyse de l'articulation des économies militaire et civile au sein des pays.

L'articulation/intrication des économies civile et militaire

L'analyse de cette articulation, si elle est une question économique très réelle et fondamentale, n'est, hélas et bien à tort, qu'une question mineure et épisodique de notre discipline¹⁴. Dans les années 1980, ce thème a connu un grand succès principalement dans les pays anglo-saxons en relation avec la question d'un éventuel déclin des États-Unis. Il a donné lieu à une pléthore de publications dont le sommet a sans doute été le monumental ouvrage de P. Kennedy¹⁵. Cependant, la caractéristique essentielle de cette littérature est de traiter les rapports entre l'économie et le militaire comme si ces deux domaines étaient distincts et partiellement étanches en s'en tenant aux retombées technologiques ou aux effets d'éviction. Toutefois, prenant le contre-pied de la quasi-totalité des travaux contemporains qui attribuaient mécaniquement montée et déclin des grandes puissances respectivement à la faiblesse ou à l'importance de l'économie militaire dans l'économie nationale¹⁶, R. Vaÿrÿnen a, à notre sens, publié un ouvrage majeur sur la question en liant étroitement économie militaire et économie civile¹⁷. Son étude montre l'importance de la recherche de satisfaction des besoins militaires dans l'industrialisation et le développement et en conclut que l'économie militaire n'est pas

un communiqué l'accusant de porter un coup à la sécurité d'Israël. Le GIE Airbus s'est contenté de répondre qu'il ne ferait pas d'offre alternative, « les conditions de la concurrence n'étant pas présentes ». On connaît aujourd'hui les démêlés de Airbus dans l'affaire de l'avion ravitailleur militaire pour l'armée américaine.

¹⁴ Pour une histoire de l'économie de la défense et de la guerre, voir Goodwin D.C. (ed), *op. cit.*

¹⁵ *Op. cit.*

¹⁶ La discussion a conduit à affiner les indicateurs qui, chez P. Kennedy, se ramenaient au rapport dépenses militaires sur Produit National Brut.

¹⁷ Vaÿrÿnen R. [1992], *Military Industrialization and Economic Development. Theory and Historical Case Studies*, New York and Geneva, United Nations Institute for Disarmament Research.

mécaniquement un fardeau pour l'économie civile. Par exemple, l'organisation et la disciplinarisation de l'économie par les militaires peuvent expliquer la montée du Japon, de même que l'asservissement de l'économie civile aux besoins de l'économie militaire peut expliquer le déclin du Royaume-Uni et des États-Unis. Cette vision ouvre une problématique nouvelle qui fait des caractéristiques de l'articulation/intrication économie civile/économie militaire le cœur de la montée et du déclin des grandes puissances.

En raison de ses besoins stratégiques, la Puissance Internationalement Dominante (désormais PID) est, plus que toute autre puissance, organisée autour d'un méso-système de l'armement¹⁸. Celui-ci détermine la nature des programmes militaires et, en conséquence, de l'industrialisation et du système national d'innovation, les stratégies qui y sont poursuivies ainsi que la nature et l'ampleur des retombées technologiques (spin-off)¹⁹. De ce fait, le paradigme techno-scientifique de la PID est indissociablement militaro-civil et va déterminer sa compétitivité structurelle²⁰, ce qui va induire et sa grandeur et son déclin comme le montre R. Vaÿrÿnen²¹. Il montre aussi que l'articulation nationale des économies civile et militaire n'est pas seulement affaire de paradigme techno-économique, mais est également une question d'organisation de la société²².

En effet, dans sa lutte pour la domination internationale, la PID mobilise l'ensemble des ressources et potentialités de son économie-monde, ce qui devient patent lorsque la lutte

¹⁸ Voir les divers travaux de C. Serfati, notamment [1995], *Production d'armes, croissance et innovation*, Paris, Economica.

¹⁹ «L'État joue souvent un rôle essentiel, à la fois dans la direction (militaire et civil) et dans le rythme des innovations technologiques. Dans quelques pays – comme les États-Unis ou le Royaume-Uni – les objectifs de défense ont pris le pas sur la technologie civile. Dans d'autres, comme le Canada, l'Allemagne et le Japon, la technologie civile a été prioritaire.» J. Niosi, B. Bellon, P. Saviotti, M. Crow [1992], «Les systèmes nationaux d'innovation : à la recherche d'un concept utilisable», *Revue Française d'Économie*, vol. 7, n° 7-1, p. 222.

²⁰ Chesnais F. (éd.) [1990], *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Paris, Economica.

²¹ Vaÿrÿnen R. [1983], «Economic Cycles, Power Transitions, Political Management and Wars between Major Powers», *International Studies Quarterly*, 27, n° 4; Vaÿrÿnen R. [1983], «Economic Fluctuations, Technological Innovations and the Arms Race in a Historical Perspective», *Cooperation and Conflict*, 18, n° 3.

²² *Idem*.

économique et politique se poursuit par les moyens militaires²³. En effet, dans les guerres, cette dimension devient évidente comme l'ont montré les deux guerres mondiales. Elle est visible dans la classification-mère de la puissance en dix facteurs par Morgenthau. Celle-ci retient notamment « la surface du territoire, la nature des frontières, le volume de population, l'existence de matières premières », ce qui renvoie de manière nette à la dimension et aux potentialités de l'économie-monde considérée. En effet, la mobilisation des ressources de l'économie-monde a nécessairement une dimension territoriale (« la géopolitique » à la fin du XIX^e siècle selon E. N. Luttwak²⁴) et/ou de marchés (« la géoéconomie » d'aujourd'hui), ce qui explique le rôle que les militaires jouent dans la dynamique nationale. Celle-ci est nécessairement conduite sous direction militaro-industrielle : d'un côté, les militaires définissent les conditions géostratégiques et fixent les termes de l'articulation des économies militaire et civile²⁵ et, de l'autre, les chefs d'entreprise définissent les termes du rapport capital/travail (rapport salarial). Ce projet national est poursuivi à l'abri d'une protection sélective que l'on peut plus justement qualifier de « politique d'ouverture sélective »²⁶

²³ « La guerre, c'est la poursuite de la politique par d'autres moyens » selon Von Clausewitz.

²⁴ Luttwak E.N. [1993], *The Endangered American Dream. How to stop the United States from becoming a Third-World Country and How to win the Geo-economic Struggle for Industrial Supremacy*, New York, Simon and Schuster. Spécialiste de stratégie militaire, cet auteur analyse la nature essentiellement économique des conflits que doivent désormais livrer les États-Unis (particulièrement avec le Japon et l'Asie-Pacifique : qui dominera ?).

²⁵ Sur le rôle du Pentagone dans la définition de la politique industrielle des États-Unis, voir Bellon B. [1986], *L'interventionnisme libéral. La politique industrielle de l'État fédéral américain*, Paris, Economica, 176 p. ; B. Bellon et J. Niosi [1987], *L'industrie américaine fin de siècle*, Paris, Le Seuil.

²⁶ Il est traditionnel de citer l'exemple de l'Allemagne hitlérienne comme exemple d'autarcie. La réalité est celle du pays le plus ouvert de tous les pays développés en 1938. Voir Peytral P. O. [2001], *Les politiques commerciales : une lecture à partir des groupes d'intérêt*, Mémoire de DEA d'Économie et Politiques Internationales, Faculté des Sciences Économiques de Grenoble. L'explication de cette apparente erreur est la suivante : cette ouverture avait été construite avec les pays de la Mitteleuropa dans l'optique d'un affranchissement des liens économiques avec les pays auxquels Hitler entendait déclarer la guerre

précisément parce qu'elle a pour objectif la mise en œuvre maîtrisée de l'insertion internationale du pays. Concentrés sur les phénomènes de puissance, les militaires pèseront sur et bien souvent prendront directement la direction du processus politique, sinon économique, et formeront dans de nombreux pays un groupe social déterminant de la construction d'une base autonome d'accumulation (cas de l'Allemagne et du Japon par exemple). On retrouve ainsi la définition de l'hégémonie par F. Bergsten comme « la domination d'un seul État dans la production mondiale et la force politico-militaire »²⁷. De plus, raisonner en termes d'articulation nationale des économies militaire et civile permet d'en faire un terrain privilégié de la transférabilité.

La transférabilité

Même si l'on peut aisément admettre que l'articulation des économies militaire et civile est au cœur de la puissance, celle-ci ne s'y réduit pas car elle n'est pas le produit d'un facteur unique qui la rendrait aisément et clairement identifiable, classable, voire mesurable. Elle est le résultat de nombreux facteurs. Ces facteurs ont toujours plusieurs dimensions. Ces dimensions interagissent et c'est précisément la marque de la puissance que de pouvoir mobiliser sur un terrain la puissance disponible dans les autres. « Une grande puissance peut alors être définie comme une unité qui a la possibilité de jouer sur plusieurs échiquiers (ou sous-échiquiers) à la fois, donc qui est puissance sur plusieurs échiquiers simultanément. [...] La grande puissance peut ainsi parvenir à valoriser des positions d'un échiquier sur un autre échiquier. »²⁸ Cette capacité de transfert ou « transférabilité »

et de l'affermissement des liens économiques avec les pays sur lesquels il comptait prendre appui dans la guerre avec les précédents. Cette politique de blocs a conduit à interpréter tout à fait faussement le retrait de l'Allemagne hitlérienne de l'économie internationale dominée par les anciennes puissances hégémoniques comme de l'autarcie alors qu'il s'agissait d'une autre ouverture vers d'autres pays.

²⁷ Bergsten F. [1984], « Cycles of War in the Reproduction of the World Economy », papier présenté à la *Rencontre Annuelle de l'Association des Études Internationales*, Atlanta, G. A. cité par Levy J. S. [1985], « Theories of General War », *World Politics*, Vol xxxvii, n° 3, Avril, p. 349, note de bas de page 21.

²⁸ Kébabdjian G. [1994], *L'économie mondiale. Enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Paris, Éditions du Seuil, p. 314.

est précisément aux yeux de J. Nye ce qui constitue la marque même de la grande puissance. La PID est celle qui dispose de la gamme la plus large des facteurs de puissance et de la capacité la meilleure de transfert.

Pour illustrer ce point, il suffit de rappeler combien les terrains économique et militaire sont des objets privilégiés de transfert réciproque. Par exemple, la puissance économique, via le domaine scientifique et technique, nourrit la puissance militaire (montant des dépenses militaires, technologies, capacités d'information et d'organisation, etc.). En retour, celle-ci, en renforçant les capacités de gendarmerie mondiale, conforte la capacité de contrôle des ressources naturelles, humaines et autres de son économie-monde. En particulier, la PID est la seule qui ait la capacité, et partant la volonté, d'ambitions mondiales et globales. Elle en hérite l'obligation de contrôler les flux internationaux de biens et services, du moins ceux qui sont stratégiques pour l'accumulation du capital, le sien d'abord et ceux des autres nations, à commencer par ceux des challengers, ensuite. Cette obligation explique les débats entre théoriciens de la géopolitique de la période de la première mondialisation et la position des théoriciens anglo-saxons pour qui la puissance passait d'abord par l'orientation maritime nécessaire au contrôle des voies du commerce, duquel découlait le contrôle des ressources naturelles terrestres ²⁹. Aujourd'hui, sous l'empire de l'évolution technologique, l'obligation s'est élargie: il s'agit désormais de contrôler les voies et moyens de communication et d'information globaux, ce qui passe par l'espace et non plus essentiellement par les mers, d'où l'émergence des discussions sur l'intelligence économique apparues à la suite de la révélation du système Échelon ³⁰ et plus largement encore sur la guerre « intelligente ».

²⁹ Voir Raffestin C. avec D. Lopreno et Y. Pasteur [1995], *Géopolitique et histoire*, Lausanne, Éditions Payot, notamment p. 103 et sq.). A. T. Mahan était un amiral américain (*idem*, p. 103); H. J. Mackinder, directeur de la London School of Economics, était président de la Compagnie Impériale de Navigation et président du Comité Économique Impérial (*idem*, p. 109).

³⁰ On sait combien les États-Unis ont particulièrement mal accueilli l'annonce du projet européen Galileo destiné à émanciper en particulier le système de transport européen de la maîtrise américaine. En effet, il faut savoir que la quasi-totalité du trafic international et national, qu'il soit aérien, maritime ou terrestre, est géré par recours au système

Mais si la transférabilité est particulièrement marquée entre les domaines militaire et civil, elle concerne tous les domaines de la vie sociale, de l'économique au culturel en passant par le militaire et le diplomatique ³¹.

Le contenu de la Puissance Internationalement Dominante

Pour Keohane R. O., la puissance hégémonique doit avoir «le contrôle sur les ressources naturelles, sur les sources du capital, sur les marchés, et des avantages compétitifs dans la production des biens à forte valeur ajoutée» ³². L'hégémonie requiert tout autant la motivation que la force matérielle pour projeter internationalement sa puissance, la motivation étant largement un effet des caractéristiques internes du pays (*ibidem*, p. 34-45). Ainsi, un système sous hégémonie est un système dans lequel «un État est suffisamment puissant pour maintenir les règles essentielles gouvernant les relations interétatiques et qui le veut» ³³. Ceci suppose une force militaire suffisante pour assurer la sécurité de l'économie politique internationale qu'il domine, même s'il n'a pas besoin d'être militairement dominant partout dans le monde ³⁴. Si les caractéristiques essentielles de la PID sont ainsi données, il est cependant nécessaire d'essayer de les définir plus en détail. Pour ce faire, nous repartirons de F. Perroux auquel on adjoindra tout particulièrement la notion de «pouvoir structurel» avancée par S. Strange car cette notion rend bien compte de ce qu'est le contenu véritable du pouvoir : la capacité de déterminer les structures du système-monde au sein desquelles l'ensemble des autres acteurs devront nécessairement s'inscrire, y compris pour les contester. Nous élargirons néanmoins la conception qu'en avait S. Strange en

GPS (Global Positioning System) dépendant du Pentagone qui a la faculté de le dégrader globalement ou localement, comme ce fut le cas lors des guerres en Irak.

³¹ Voir par exemple, pour les États-Unis, Valentin J. M. [2003], *Hollywood, le Pentagone et Washington*, Paris, Éditions Autrement, collection Frontières.

³² Keohane R. O. [1984], *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton U. P.

³³ Keohane R. O., J. S. Nye [1977], *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown and Company, p. 44.

³⁴ Keohane R. O. [1984], *op. cit.*

adjoignant la dimension matérielle de ce pouvoir structurel à la dimension des « accords » et « valeurs prioritaires » à laquelle elle se cantonne. De ce fait, nous n'aurons pas exactement le même découpage qu'elle : au lieu des structures dans les domaines de la sécurité, de la production, de la finance et enfin du savoir, nous regrouperons la puissance selon les quatre domaines de l'économique, du militaire, du culturel et de l'institutionnel.

En premier lieu, la PID est une économie dont la structure nationale s'impose au monde de manière asymétrique. Elle a une dimension géographique et humaine incontournable car la taille du pays confère la disponibilité en ressources naturelles (tout particulièrement l'énergie) et humaines (éventuellement par l'immigration, surtout qualifiée) nécessaire à la poursuite de son projet de développement de manière souveraine, y compris et peut être surtout sur le plan de sa sécurité militaire. En même temps, la taille du marché est un facteur essentiel d'économies d'échelle et de compétitivité internationale de ses industries et firmes et un moyen essentiel de polarisation du reste du monde qui est un facteur décisif de sa « force contractuelle »³⁵ et de sa capacité à imposer aux autres pays les « transactions stratégiques »³⁶ qui lui sont favorables. La puissance économique qui en résulte lui donne une disponibilité de moyens financiers et d'effets de seuil/masse critiques qui lui assure la capacité d'une politique globale et de solutions de rechange. Ces éléments nous donne la caractéristique essentielle de la PID : elle est au centre des

³⁵ Par « force contractuelle » d'une économie, F. Perroux entend sa capacité à imposer internationalement ses normes et à influencer l'échange et son cadre. Elle provient de la nature de sa production et de la participation de ses produits d'une part aux services productifs clés pour l'accumulation du capital et d'autre part aux biens et services d'intérêt politique. F. Perroux [1991], *L'Économie du xx^e siècle*, Grenoble, PUG, (réédition), p. 96.

³⁶ La transaction stratégique est celle qui permet à un agent d'exercer un contrôle sur un facteur stratégique de l'activité, c'est-à-dire qui est essentiel à cette activité mais dont la disposition est limitée. Ainsi, ce contrôle en confère automatiquement et indirectement d'autres sur des facteurs complémentaires. La transaction stratégique nécessite donc la capacité de contrôler l'environnement géophysique, social et légal. Cette notion a été proposée par J. R. Commons, fondateur du courant institutionnaliste. Voir Rutherford M. [1983], « J. R. Commons Institutional Economics », *Journal of Economic Issues*, vol. XVII, n° 3, September, et Hater L. [1963], « J. R. Commons ; Conservative or Liberal? », *Western Economic Journal*, n° 1, Spring.

réseaux du système-monde et elle est la seule à disposer d'une stratégie globale et des moyens de sa gestion.

La PID est le centre mondial moteur de l'innovation technique et organisationnelle à travers les secteurs moteurs et les industries motrices du changement technique. Cette puissance industrielle nourrit sa prédominance dans les échanges industriels et favorise l'adoption de sa monnaie comme moyen de paiement international, conférant un avantage concurrentiel à son système bancaire et financier. La puissance financière qui en découle en fait le centre financier mondial érigeant sa monnaie en devise-clé du système monétaire et financier international, lui donnant le contrôle de l'accumulation des autres économies à travers ses flux de capitaux tout en lui assurant des rentes sur le reste du monde. Enfin, sa puissance économique fait de ses marchés les marchés dominants donc « *directeurs* », fournissant à ses activités de services (transport, finance, assurance, information) un avantage concurrentiel qui lui assure une rente (ou un tribut).

Cette puissance économique, industrielle et financière conduit à faire de son modèle socio-productif, par effet d'imitation, le modèle culturel dominant. En effet, cette puissance permet l'édification d'un système national d'innovation alliant un système scientifique et technique le plus performant internationalement avec une Recherche/Développement efficiente basée sur son paradigme techno-organisationnel. En même temps que son paradigme techno-organisationnel fait modèle, sa puissance économique permet de financer un système culturel qui en répand internationalement les valeurs et les normes (par exemple, d'organisation du travail, de consommation et de vie) tout en générant en retour des rentes pour ses industries culturelles qu'il aidera à devenir internationalement dominantes. Cette puissance économique et techno-scientifique lui permet de développer une puissance militaire et diplomatique capable d'assurer la gendarmerie du monde, lui permettant d'imposer sa version de « la paix du monde » et de contrôler les ressources (naturelles, humaines, etc.) stratégiques mondiales et d'accroître encore sa dimension rentière ou tributaire.

Enfin et surtout, cette puissance large l'autorise à définir la structure institutionnelle de l'économie en en fixant les éléments et « les règles du jeu » (les institutions, les marchés, le droit des affaires, le droit international, la jurisprudence, l'arbitrage et l'arbitraire ³⁷, le pouvoir de négociation, etc.) de l'économie et de

³⁷ «Le droit du plus fort est aussi un droit» a écrit K. Marx.

la société mondiale³⁸. Cette capacité à définir les marchés et institutions au sens large qui définissent leur fonctionnement, débouche sur le système des droits de propriété tel que l'analyse R.J. Commons. Ce système fonde l'architecture de l'économie internationale; il est la véritable marque de la domination internationale en permettant d'être obéi sans même avoir à donner des ordres.

Il reste maintenant à comprendre pourquoi la Puissance Internationalement Dominante ne peut être durablement stable.

La Puissance Internationalement Dominante n'est pas durable

La structure de l'économie mondiale capitaliste ne peut être durablement stable. Cette impossibilité découle de la dynamique de l'accumulation du capital elle-même. Son procès est en effet le produit d'une articulation interne/externe (domestique/internationale) des flux de capitaux. Une des conséquences en est que, dans certaines conditions (synthétisées dans la notion d'État développeur ou développementaliste de A. Gerschenkron), ces flux d'investissement direct peuvent aider des économies à « émerger ». Leur développement modifie en profondeur la géographie économique du monde (production, échange, consommation, en particulier, d'énergie) et remet en cause la structure de l'économie internationale, conduisant la PID à la perte de son statut et à son remplacement au sommet de la hiérarchie.

La PID suscite elle-même ses propres concurrents

Internationalement, l'accumulation exige l'exportation de capital et de marchandises, que ce soit au sein de sa périphérie ou dans les autres centres à la fois pour des raisons de financement de sa balance et de profit (analyse classique du commerce extérieur comme contre-tendance à la baisse du

³⁸ M. Abbas a montré dans sa thèse en quoi l'OMC est un produit de l'hégémonie institutionnelle des États-Unis. Abbas M. [2000]. *L'Organisation mondiale du commerce. Un essai d'interprétation en termes d'économie politique internationale*, thèse de doctorat, 407 p. Ce point a aussi été développé dans Abbas M., Gerbier B. [2000], « L'Organisation mondiale du commerce et l'américanisation du monde », *Recherches Internationales*, n° 59, 1-2000, 32 p.

taux de profit et/ou de l'impérialisme). Mais, dans certaines conditions, lorsqu'elles sont des éléments d'une stratégie efficace mise en œuvre par un État développeur, ces exportations peuvent générer des transferts de technologie : les investissements directs et les importations de biens d'équipement peuvent alors être source de développement ou de rattrapage de compétitivité. Ce mécanisme est d'autant plus puissant que les exportations se dirigent vers les marchés les plus porteurs qui sont aussi ceux des pays à niveau de développement les plus proches, c'est-à-dire les nations-centres des autres économies-monde. En effet, les proximités technologique, culturelle, de formation, de niveau de développement sont autant de garanties de rentabilité (facilité de mise en œuvre des investissements, capacité d'absorption, taille des marchés) et de minimisation des risques (risque-pays). Dans le même temps, ces pays reproduisent ce modèle auprès d'autres nations-centres. La structure mondiale évolue donc à la fois par convergence des pays les plus développés et divergence des pays-centres et de leurs zones dominées. Ainsi, l'économie la plus avancée voit-elle nécessairement se réduire son avance par imitation et assimilation de ses techniques et modes d'organisation et ce rattrapage ne peut qu'aviver ses difficultés de puissance dominante.

La nation dominante subit les coûts de la puissance

La domination internationale n'est pas sans conséquences, notamment de manière interne. On connaît le débat ardent qui a agité le monde anglo-saxon dans les années 1980-1995 sur « les coûts de la puissance ». Brièvement, on le résumera en trois éléments :

- la puissance militaire a un coût budgétaire qui finit par miner l'économie civile : la part plus élevée des dépenses militaires dans le PNB pour le pays dominant aboutit à une remise en cause de sa capacité compétitive à l'égard des pays-centres les plus dynamiques ³⁹;
- la puissance militaire requiert une recherche/développement militaire qui se traduit par une diversion des meilleures ressources humaines de l'économie civile vers l'économie militaire sans que

³⁹ Kennedy P., *op. cit.* ; Dumas L. J. [1986], *The Overburdened Economy*, Berkeley, University of California Press.

les éventuelles retombées techniques ne parviennent à terme à combler les effets directs de cette diversion ⁴⁰ ; – surtout, la puissance militaire requiert une économie militaire qui, au-delà de divertir ses ressources civiles, finit par les stériliser en les polarisant. Les besoins de l'économie militaire représentent en effet des débouchés importants qui encouragent les firmes à se spécialiser sur ces marchés à la fois planifiés et plus rentables que ceux de l'économie civile. Ces firmes perdent ainsi peu à peu leur dynamisme organisationnel et technique, leur esprit d'entreprise, se repliant sur leurs marchés captifs abandonnant peu à peu leurs positions internationales face aux firmes offensives des pays défiants et/ou émergents. Par exemple, R. Vaÿrÿnen ⁴¹ a remarquablement montré que le déclin du Royaume-Uni s'explique par la recherche de ces positions rentières qui conduit à une structuration sclérosante de l'économie tout entière sous la domination idéologique (et l'hégémonie politique et sociale) des élites militaires.

L'économie devient rentière et se sclérose

La recherche de positions rentières, si elle commence dans l'industrie en réponse aux besoins de l'économie militaire, ne s'y confine pas. Elle affecte l'ensemble de l'économie du centre et conduit rapidement à une déformation sectorielle de l'entière économie-monde par internationalisation des capitaux de la PID (« la mondialisation »). En effet, la capacité des branches « militarisées » à dégager des taux de profit élevés et sûrs conduit au déclin des branches qui ne le peuvent pas car les lois du profit (tendances à la maximisation des taux et à l'égalisation moyenne inter-branches) ne disparaissent pas parce que certaines branches sont « abritées » : elles produisent simplement des effets structurels économiques et sociaux nouveaux sclérosants.

Concernant les structures productives, le phénomène essentiel est le recul des activités industrielles au profit des activités de service. Certes, ce phénomène apparaît assez général

⁴⁰ De Grasse R. W. Jr. [1983], *Military Expansion, Economic Decline: The Impact of Military Spending on U.S. Economic Performance*, Armonk. New York. M. E. Sharpe Inc.

⁴¹ Vaÿrÿnen R. [1992], *Military Industrialization and Economic Development. Theory and Historical Case Studies*. UNIDIR, Genève.

à l'ensemble des économies des centres ⁴², mais il apparaît bien plus marqué pour les anciennes nations gendarmes du monde (Royaume-Uni, États-Unis et France) que pour celles (Allemagne et Japon) qui n'y sont jamais parvenues malgré leur ambition en la matière. Par exemple, face au rattrapage de compétitivité par d'autres firmes (et pays), les capitaux des impérialismes dominants adoptent deux stratégies (qui sont d'ailleurs conjointes et se renforcent l'une l'autre) ⁴³:

– d'une part, dans une attitude défensive face à la concurrence des anciens ou nouveaux pays industriels (les premiers moins lestés par les coûts de la puissance, les derniers bénéficiant des avantages concurrentiels d'une économie « flexible » reposant sur une main-d'œuvre jeune et à plus bas salaires), ils délocalisent certaines activités industrielles dans les espaces maîtrisés (minimisation du risque-pays) de leur économie-monde. Il s'agit évidemment des activités à fort contenu de main-d'œuvre pas ou peu qualifiée à la recherche de leur survie sur la base du maintien des anciennes techniques devenues subitement obsolètes au centre. L'économie du centre devient de plus en plus partielle et ne peut trouver sa cohérence qu'en intégrant toujours plus sa périphérie. Contrainte par l'offensive des capitaux défiants, elle n'a pas d'autre possibilité que de transformer sa périphérie en marchés captifs en développant le régionalisme stratégique (ouvert ou fermé);

– d'autre part, dans une posture offensive face aux mêmes capitaux et pays défiants, ils abandonnent peu à peu certains secteurs pour en investir d'autres où les avantages compétitifs, produits de l'histoire, demeurent. C'est ainsi que le Royaume-Uni a, peu à peu, fait des secteurs financier et commercial (banque, assurance,

⁴² Avant de conclure trop rapidement et légèrement sur cette tendance (inévitabilité du recul de l'industrie et apparition des sociétés « post-industrielles » ou « post-modernes »), il reste à prendre en compte l'impact du transfert (délocalisations et implantations originelles) centres-périphéries de ces activités.

⁴³ Je m'appuie ici largement sur les conclusions de mon analyse de l'évolution du Royaume-Uni. B. Gerbier, « Le Thatcherisme, vers une économie mondiale anglo-américaine ? » dans « La crise économique contemporaine », *Économies et Sociétés. Cahiers de l'ISMEA*, Série HS, n° 25, 1983, 32 p. ; « Le Royaume-Uni et la crise », *Recherches Internationales*, n° 7, 1^{er} trimestre 1983, p. 3-25 ; « Thatcher, irlandiser le Royaume-Uni », *Recherches Internationales*, n° 8, 2^e trimestre 1983, p. 3-39.

services financiers, transports...) son domaine privilégié, érigeant les besoins de la City en besoins nationaux au détriment de l'ensemble de son industrie et de son peuple (rôle-clé du taux de change de la livre dans l'histoire britannique ⁴⁴).

Cette posture rentière a des conséquences sociales déterminantes ⁴⁵. La hiérarchie sociale se fixe évidemment sur la hiérarchie économique: les domaines militaro-industriel et financier deviennent prééminents et tout le système de formation s'en trouve polarisé. D'une part, les «élites» se détournent de l'activité industrielle civile soumise à la concurrence. Les choix publics délaissent le système éducatif et la recherche/développement en sorte que la production d'innovation en est sacrifiée. Au fur et à mesure de la détérioration de la capacité compétitive de l'industrie du pays, ces élites s'arc-boutent sur leurs privilèges, empêchant les réformes structurelles capables de rendre son dynamisme au pays, et l'enferment dans la sclérose au point que le processus de sélection des élites tourne à l'immobilité sociale ⁴⁶. D'autre part, les rapports de production (appréhendés à travers «les relations professionnelles» pour le cas britannique ⁴⁷) sont extrêmement peu réformables et ce, au-delà des résistances des travailleurs, en raison même de l'inadaptation du système de formation et de son type de relations au secteur productif. Il en résulte que la capacité de production, de diffusion et de mobilisation de l'innovation s'en trouve irrémédiablement atteinte et, par là, la capacité compétitive. Se met ainsi en place une dynamique du déclin. Cette dynamique est bien évidemment supportable par les capitalistes puisqu'ils ont les moyens de lui échapper par les deux stratégies présentées plus haut. Elle l'est un moment aussi par la classe ouvrière grâce à la redistribution

⁴⁴ Aujourd'hui, la City représente plus de 40% du PIB britannique. On peut d'ailleurs noter que cet arbitrage sur la parité monétaire ne prend ce caractère structurel dramatique que pour la PID en raison du rôle de devise-clé internationale que joue sa monnaie.

⁴⁵ Voir Vaÿrÿnen R. [1992], *op. cit.*; Olson M. [1983], *Grandeur et décadence des nations. Croissance économique, stagflation et rigidités sociales*, Paris, Bonnel.

⁴⁶ Voir par exemple, pour la France, l'analyse de Crozier M. [1995], *La Crise de l'intelligence, essai sur l'impuissance des élites à se réformer*, [entretien] avec Bruno Tilliette, Paris, InterEditions. Ceci est encore plus vrai dans le cas britannique qui confine à la caricature.

⁴⁷ Eyraud F. [1985], *Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*, Paris, La Découverte, Collection Repères.

en sa faveur d'une partie du tribut tiré de la domination internationale. Dans son ouvrage sur l'impérialisme, W. Lénine a analysé ce mécanisme en parlant de « la pourriture » de la société permise par « la tonte des coupons » donnant naissance à « une aristocratie ouvrière ».

Cette sclérose débouche, à terme, sur la perte du statut de PID.

La perte du statut de PID

La perte du statut de PID peut être analysée à partir de l'histoire britannique comme de l'exemple américain actuel. L'évolution de ces deux pays incline à penser que la perte de ce statut tout en étant inéluctable ne se fait pas au hasard ni sur une seule période. Nous pouvons ici retrouver certains enseignements des théories des cycles hégémoniques ⁴⁸.

Le déclin de la PID est inéluctable car il est inscrit dans la dynamique même du capitalisme (et pas seulement du capital). Les éléments mêmes de son hégémonie se transforment historiquement et nécessairement en des éléments de perte de cette hégémonie : ses structures économiques et sociales se révèlent incapables de suivre l'évolution des paradigmes technologiques qui se succèdent pour nourrir l'accumulation du capital ⁴⁹. Par le fait même, la PID ne parvient pas non plus à maintenir sa domination sur la périphérie de son économie-monde conduisant à une redistribution globale de l'économie du monde.

Cette redistribution ne se fait pas en une seule période mais sur deux, qui se marquent dans l'évolution du contenu, de la structure et du solde de la balance des paiements ⁵⁰. Cette dynamique est le produit inéluctable de la loi de spécialisation en économie ouverte ⁵¹. Lors de la première crise de structure

⁴⁸ Pour une présentation plus complète, voir Gerbier B., « Pour une théorie de la dynamique du capitalisme », dans Rasselet G. (éd.) [2007], *Les transformations du capitalisme contemporain*, Paris, l'Harmattan.

⁴⁹ Ce thème a fait l'objet de nombreux écrits, particulièrement dans les années 1980, sur la question du déclin ou non des États-Unis.

⁵⁰ Lassudrie-Duchêne B., N. Fabry et Kim Do Hoan, « Investissements internationaux et cycles longs des balances des paiements », dans Humbert M. [1990], *Investissement International et Dynamique de l'économie mondiale*, Paris, Economica.

⁵¹ Que l'on se réfère à la loi des coûts comparatifs de D. Ricardo ou à celle de Heckscher-Ohlin-Samuelson, il s'agit sans doute, en économie,

mondiale, incapable de maintenir sa compétitivité industrielle face aux capitaux des autres pays, la PID abandonne une part de ses industries et de ses marchés⁵² se spécialisant sur ses dimensions rentières⁵³. Mais, à la deuxième crise de structure mondiale qu'elle doit affronter, elle doit alors céder son leadership, incapable de maintenir son dynamisme techno-organisationnel à la hauteur de celui des pays challengers. En effet, son industrie enfermée dans des secteurs dépassés n'est plus assez puissante, cohérente et dynamique pour se renouveler en saisissant l'opportunité des nouvelles technologies pour reconvertir l'ensemble de la société. En outre, cette société sclérosée dans ses structures sociales rentières n'a plus les moyens de cette reconversion qui suppose la capacité d'ordonner toute la société sur une nouvelle articulation de la science à l'industrie. La question de la domination mondiale est alors posée par les classes dominantes des pays challengers et elle se résout à travers une période de guerres hégémoniques⁵⁴. Dépouillée de sa périphérie par les autres centres et en particulier la nouvelle PID, elle perd toute cohérence au point que, dans le cas britannique, R. Farnetti pourra parler du Royaume désuni⁵⁵.

Mais ce déclin ne laisse pas place aisément à l'apparition d'une nouvelle PID, car la capacité d'émergence d'une nouvelle économie-monde comme PID est soumise à des conditions objectives.

Les caractéristiques de la nouvelle PID

Pour se substituer à l'ancienne PID, la nouvelle paraît devoir remplir au moins deux conditions, une condition de taille et une condition de dynamisme techno-organisationnel.

de la seule démonstration logique méritant le qualificatif de loi.

⁵² On connaît la célèbre formule d'E. Hobsbawm selon laquelle à la Conférence de Berlin (1884-5), « le Royaume-Uni échange un empire informel sur la majeure partie du monde contre un empire formel sur les deux tiers du monde ».

⁵³ Frieden J. A. [1988], « Capital Politics : Creditors and the International Political Economy », *Journal of Public Policy*, Volume 8, July-December, p. 265-285.

⁵⁴ Voir les travaux sur cycles et guerres hégémoniques, notamment la synthèse que j'en ai faite dans B. Gerbier, « Dynamique du capitalisme et guerres » dans Rasselet G. (éd.) [2007], *Dynamique et transformation du capitalisme*, Paris, L'Harmattan, p. 121-131.

⁵⁵ Farnetti R. [1995], *Le Royaume désuni. L'économie britannique et les multinationales*, Paris, Syros, collection Alternatives économiques.

La condition de taille est liée à la nature même de la tâche à accomplir. Dans la mesure où l'ancienne PID devait son statut à sa capacité à polariser la plus grande part du monde et à ordonner l'économie mondiale, il est aisément compréhensible que la nouvelle doit répondre à une condition de taille afin, d'une part, de dépoliariser le reste du monde et, d'autre part, de repolariser dans une structure entièrement différente. En effet, cette repolarisation se fait sur deux plans :

– tout d'abord, la nouvelle PID doit être capable de construire l'économie-monde la plus puissante pour être en état de s'imposer aux autres. Pour ce, la condition nécessaire est qu'elle représente le plus grand marché afin de rediriger les courants internationaux d'échanges vers elle et de fixer les normes et autres règles du jeu mondial. C'est une des leçons que l'on peut tirer de la crise hégémonique de l'entre-deux-guerres mondiales : « Entre l'économie qui, dans l'intervalle des deux guerres, se sent et se veut dominante, et celle qui, après une expérience séculaire, ne peut se déshabituer de l'être, la lutte s'engage pour la maîtrise des transports mondiaux, pour la conquête des marchés, pour le contrôle des matières premières. Le maniement des devises dominantes, dollar et livre, est une arme puissante dans ce conflit! [...]. La lutte des deux grandes puissances sur les marchés nationaux et sur les marchés tiers se déploie comme une stratégie où les anticipations et les décisions des Gouvernements ont autant de poids que l'efficacité des entreprises, les goûts des consommateurs et les rapports des prix et des coûts relatifs [...]. Dans ce match sans arbitre, les États-Unis marquent des points : en Amérique du Sud, dans les Dominions ; en Extrême-Orient. »⁵⁶

– ensuite, il lui faut avoir la volonté et « l'intelligence » (au sens étymologique du terme) de la domination mondiale ce qui suppose qu'elle ait une structure de classe orientée à l'extérieur par l'existence d'intérêts économiques suffisamment internationalisés (voir l'analyse « à chaud » du Traité de Versailles ou de la Conférence de Gènes en 1922 par J. M. Keynes ou des suites du Traité

⁵⁶ Perroux F. [1990], *L'Europe sans rivages* (Nouvelle édition augmentée de textes complémentaires), Grenoble, PUG, p. 71-72, 1^{re} édition 1954, Paris, PUF. Pour plus de précision, voir le point 2 du chapitre 1 : « Les économies européennes entre les deux guerres mondiales », notamment « Le dialogue entre l'ancienne et la nouvelle économie dominante » (p. 69-75).

de Versailles par P. Kennedy) et aussi un dynamisme techno-organisationnel particulier.

La condition de dynamisme techno-organisationnel est liée à la capacité de la PID de transmettre la croissance et le progrès dans le monde. Tout particulièrement en situation de crise caractérisée par une crise de rentabilité, la nouvelle PID doit être en mesure de proposer aux autres économies-centres une relance de la productivité du travail associée à un nouveau mode de vie. Elle doit donc être en mesure de proposer au reste du monde, d'une part, un nouveau paradigme technologique et, d'autre part, un nouveau paradigme organisationnel embrassant l'ensemble de la vie sociale. C'est pourquoi sa prééminence ne pourra s'établir que sur la base d'un nouveau projet civilisateur et ce nouveau projet devra apparaître plus « progressiste ». Le nouveau paradigme productif doit associer nouveau développement des forces productives et nouveaux rapports de production, plus libérateurs que les anciens. L'état de ses développements scientifique et culturel (notamment via ses industries culturelles et communicationnelles) est donc essentiel dans la capacité à asseoir sa domination ⁵⁷.

De ces deux points, nous pouvons d'abord inférer que la succession des PID est de plus en plus difficile parce qu'elle requiert des économies-monde de taille de plus en plus vaste et d'un dynamisme techno-organisationnel de plus en plus global. Si l'on voit bien la capacité de la Chine ou de l'Inde à fournir une issue au déclin américain, il est plus difficile de voir comment pourrait se faire leur succession. Par d'autres voies, l'on rejoint ainsi la théorie de l'histoire de Hegel pour qui le terme du progrès historique se situait en Asie, avant que Marx ne lui donne une autre destination. Nous pouvons ensuite comprendre pourquoi les crises hégémoniques se caractérisent par des épisodes d'extrême violence politique, économique et sociale ponctués de guerres, y

⁵⁷ Si l'on admet ces hypothèses, on voit que l'Allemagne et son économie-monde, si elle avait la force d'empêcher le maintien de l'ancien O.I. (voir l'analyse de P. Kennedy sur l'état réel de l'Europe en 1918), n'avait de toute manière pas la taille suffisante pour repolariser le monde contre les économies-monde alliées. Par contre, les États-Unis qui représentaient à eux seuls environ la moitié de la production industrielle mondiale en 1945 avaient cette taille à laquelle il faut ajouter sa nature fascinante (la Jeep, le chewing-gum, les bas nylon) apportée par les GI et mise en scène ensuite par Hollywood.

compris globales⁵⁸. La recomposition radicale du monde dans l'affrontement entre P. I. D. déclinante et P. I. D. montante met en jeu l'ensemble des structures du monde, ce qui engendre une crise de l'ensemble des structures de la vie sociale et internationale. La crise hégémonique est un moment de *tectonique géostratégique* des économies-monde existantes soldant un Monde et en ouvrant un autre. On comprend alors la profondeur, la durée et la brutalité de la crise hégémonique car, au cours de celle-ci, se joue la redistribution des capitaux, des droits de propriété et des patrimoines des classes dominantes de ces économies-monde ainsi que les conditions futures de la mise en valeur du capital, notamment par l'étendue géographique et politique de la domination des peuples. C'est donc un moment de luttes féroces et sans concessions pour la direction du monde marqué par le recours permanent à la violence sous toutes ses formes. C'est aussi une crise *organique* comme l'a écrit A. Gramsci dans une compréhension géniale du fascisme, « la crise, c'est quand le vieux meurt et que le neuf n'arrive pas à naître. Dans cet interrègne surgit une diversité de symptômes morbides ». Elle n'est donc en rien comparable aux autres crises du capitalisme qui constituent une sorte de routine de mise à jour des conditions internes/internationales de l'accumulation du capital. Cette distinction est décisive pour comprendre la dynamique du capitalisme. Elle impose de cesser de parler de crise à tout propos, en particulier de crise systémique, et de construire une alternative aux projets des classes dominantes.

⁵⁸ Voir Gerbier B. [2007], *op. cit.*

